

**Nous Henri,**  
**Grand-Duc de Luxembourg,**  
**Duc de Nassau,**

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution ;

Vu l'article 105 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu un procès-verbal de délibération du 7 novembre 2018 aux termes duquel le conseil communal de Manternach a nouvellement fixé les taxes et redevances en matière d'assainissement des eaux usées ;

Vu l'avis du 3 décembre 2018 de l'Administration de la gestion de l'eau ;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

**Arrêtons :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est approuvée la délibération du 7 novembre 2018 aux termes de laquelle le conseil communal de Manternach a nouvellement fixé les taxes et redevances en matière d'assainissement des eaux usées.

**Art. 2.** - Notre Ministre de l'Intérieur est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 13 janvier 2019  
(s.) Henri

La Ministre de l'Intérieur

(s.) Taina Bofferding

---

## REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL DE MANTERNACH

---

### SEANCE PUBLIQUE DU 7 NOVEMBRE 2018

Date de l'annonce publique de la séance: 31.10.2018

Date de la convocation des conseillers: 31.10.2018

**Présents:**

HOFFMANN Jean-Pierre, bourgmestre

KLEIN-UNGEHEUER Alix, échevine

THEISEN Claude, échevin,

KLEIN-SEIL Henriette, LEHMANN ép. THOSS Marie-Rose, SCHRAM-PETRI Alice, MEHLEN Robert,

STEINMETZ-KRIER Isabelle, HELLERS Franky, conseillers

ROSEN Guy, secrétaire communal f.f.

**Absents:**

a) excusés : -/-

b) sans motif: -/-

---

**Point de l'ordre du jour : 9**  
**Délibération no. 113-2018**

### *Fixation de la redevance assainissement*

---

**Le Conseil communal,**

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution ;

Vu l'article 106 de la loi communal modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la délibération no. 096-2006 du conseil communal du 29 septembre 2006 portant modification des taxes de canalisation, approuvé par le Ministre de l'Intérieur le 09 novembre 2006 sous la référence 4.0042 ;

Vu la circulaire numéro 2821 de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région du 14 octobre 2009 relative à la tarification de l'eau et au schéma de calcul du coût de l'eau en conformité des dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Vu les remarques itérées dans le courrier de l'administration de la gestion de l'eau daté au 18 mars 2011 concernant la tarification de l'eau et plus précisément le rééquilibrage du prix de l'eau suivant les secteurs des ménages, de l'industrie et de l'agriculture ;

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article 12 et 14 de la loi du 19 décembre 2008 précitée, les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources sont

supportés par les utilisateurs en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et pollueur-payeur et qu'une redevance assainissement est assise sur l'eau destinée à la consommation humaine ayant fait l'objet d'une utilisation et déversée dans le réseau de collecte des eaux usées ;

Attendu que la redevance se compose d'une partie fixe annuelle par compteur et proportionnelle au nombre d'équivalents habitants moyens et d'une partie variable proportionnelle au volume d'eau provenant de la distribution publique prélevée par l'utilisateur ou déterminée à l'aide d'un dispositif de comptage ;

Considérant en outre qu'il y a lieu de distinguer entre quatre secteurs pour les schémas de tarification, à savoir :

- le secteur des ménages dont relèvent les personnes physique, les institutions publiques et les entreprises qui ne font ni partie du secteur industriel, ni du secteur agricole ;
- le secteur industriel dont relèvent les entreprises dont la consommation d'eau excède un des seuils suivants : 8.000 m<sup>3</sup>/an, 50 m<sup>3</sup>/jour ou 10 m<sup>3</sup>/heure, ou dont la charge polluante excède 300 équivalents habitants moyens ;
- le secteur agricole dont relève l'activité des agriculteurs, viticulteurs, éleveurs, arboriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers, maraîchers, pisciculteurs, sylviculteurs et apiculteurs ;
- le secteur Horeca dont relèvent les hôteliers, restaurateurs et cafetiers, et le secteur des campings

Attendu qu'afin de pouvoir déterminer notamment l'appartenance au secteur agricole, les critères de définition de l'article 2 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural peuvent utilement trouver application ;

Vu les tableaux de calculs élaborés par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région en collaboration avec l'Association Luxembourgeoise des Services d'Eau (ALUSEAU), lesquels tableaux permettent de chiffrer le prix de l'évacuation et de la dépollution des eaux ;

Considérant que pour l'ensemble du Grand-Duché, la consommation moyenne en eau potable peut être estimée à 50 m<sup>3</sup> par personne par année et qu'en moyenne un ménage est composé de 2,5 habitants;

Vu le tableau des charges polluantes moyennes par groupe ou activité, élaboré par l'ALUSEAU ;

Attendu que le collège des bourgmestre et échevins propose de se baser sur ledit tableau en vue de la détermination et de la fixation des valeurs EHm (équivalent habitant moyen) de la partie fixe de la redevance assainissement, alors que ce tableau contient pour toute sorte d'activité une évaluation de la charge polluante moyenne à base de critères objectifs ;

Considérant que le schéma de tarification tel que proposé par le collège des bourgmestre et échevins est censé garantir le respect des principes de l'article 12 (1) de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Vu le circulaire numéro 2909 de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région du 28 mars 2011 relative à la tarification de l'eau, schémas de calcul du coût de l'eau rééquilibrés ;

Vu les remarques itérées dans le courrier de l'administration de la gestion de l'eau daté au 18 mars 2011 concernant la tarification de l'eau et plus précisément le rééquilibrage du prix de l'eau suivant les secteurs des ménages, de l'industrie et de l'agriculture ;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution ;

Vu les articles 29, 105 et 106 point 7° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment ses articles 12, 14 et 47 ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi



**d é c i d e**  
**à l'unanimité des membres présents**

de fixer la redevance relative à l'assainissement assise sur l'eau destinée à la consommation humaine ayant fait l'objet d'une utilisation et déversée dans le réseau de collecte des eaux usées et ce à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019, comme suit :

**Article 1<sup>er</sup> – partie fixe :**

La partie fixe de la redevance aux points a) à c) ci-après est également due au cas où l'immeuble raccordé n'est pas habité.

**a) secteur des ménages**

**21,00 € par Ehm (équivalent habitant moyen) / an**

Les valeurs Ehm respectivement à appliquer par groupe ou activité sont déterminées d'après le tableau ci-dessous :

<b>I : Population résidente</b>		
Groupe ou activité	Charge polluante moyenne annuelle (Ehm)	
Population résidente	2,5	Ehm / unité d'habitation (maison unifam. ou appartement)
<b>II : Activités publiques et collectives</b>		
Groupe ou activité	Charge polluante moyenne annuelle (Ehm)	
Hôpital, clinique, maison de soins	2,5	Ehm / lit selon capacité autorisée
Centres intégrés pour personnes âgées	2,0	Ehm / lit selon capacité autorisée
Crèche, école	0,1	Ehm / enfant selon capacité autorisée
Internat	0,6	Ehm / enfant selon capacité autorisée
Cantine scolaire, maison relais	0,2	Ehm / chaise selon capacité autorisée
Piscine couverte (avec ou sans sauna)	0,3	Ehm / visiteurs selon capacité autorisée
Piscine à l'air libre	0,1	Ehm / visiteurs selon capacité autorisée
Centre polyvalent, salle de spectacle, centre sportif	3,0	Ehm / tranche entamée de 100 m2 de surface bâtie
Lieu de culte	2,0	Ehm / lieu de culte
<b>III : Hôtellerie, restauration et tourisme</b>		
Groupe ou activité	Charge polluante moyenne annuelle (Ehm)	
Résidence secondaire	2,5	Ehm / unité
Hôtel et auberge (sans l'activité gastronomique)	0,6	Ehm / lit selon capacité autorisée
Gîte rural	4,0	Ehm / gîte
Camping (sans l'activité gastronomique, sans piscine)	0,5	Ehm / emplacement selon capacité autorisée
Restaurant	< 25 chaises	5,0 Ehm / établissement
	< 50 chaises	10,0 Ehm / établissement
	≥ 50 chaises	0,3 Ehm / chaise selon capacité autorisée
Café, salon de consommation	< 25 chaises	4,0 Ehm / établissement
	< 50 chaises	7,0 Ehm / établissement
	≥ 50 chaises	0,2 Ehm / chaise selon capacité autorisée
<b>IV : Activités artisanales et commerciales</b>		
Groupe ou activité	Charge polluante moyenne annuelle (Ehm)	
Administration, bureau, guichet, assurance, banque, cabinet médical, cabinet de notaire ou autre service	1,0	Ehm / tranche entamée de 150 m2 de surface
ou :	≤ 10 employés *	1,0 Ehm / commerce
	> 10 employés *	+ 0,5 Ehm / tranche entamée de 5 personnes occupées



Commerce (sans production) : Grande surface, épicerie, point de vente alimentaire, magasin, boutique	≤ 10 employés *	2,5	Ehm / commerce
	> 10 employés *	+ 1,5	Ehm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Boucherie, poissonnerie, boulangerie, pâtisserie (site de production avec vente)	≤ 10 employés *	10,0	Ehm / commerce
	> 10 employés *	+ 6,5	Ehm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Salon de coiffure	≤ 10 employés *	6,0	Ehm / salon
	> 10 employés *	+ 4,0	Ehm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Nettoyage à sec	≤ 10 employés *	30,0	Ehm / entreprise
	> 10 employés *	+ 20,0	Ehm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Entreprise de transport de marchandises et de construction (avec dépôt)	≤ 10 employés *	3,5	Ehm / entreprise
	> 10 employés *	+ 2,5	Ehm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Garage, atelier de réparation de véhicules automoteurs	≤ 10 employés *	15,0	Ehm / entreprise
	> 10 employés *	+ 10,0	Ehm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Atelier mécanique, vente de pneus	≤ 10 employés *	5,5	Ehm / entreprise
	> 10 employés *	+ 3,5	Ehm / tranche entamée de 5 personnes occupées

-4-

Artisanat, menuisier, électricien, carreleur, peintre, plombier, installateur sanitaire, charpentier (avec dépôt)	≤ 10 employés *	3,5	EHm / entreprise
	> 10 employés *	+ 2,5	EHm / tranche entamée de 5 personnes occupées
Mazout et combustibles		10,0	EHm / entreprise
Station service (avec shop)		3,5	EHm / station
Installation de lavage de voitures		15,0	EHm / installation
Distilleries d'alcool, vinaigrerie		0,5	EHm / tranche entamée de 1000 l d'alcool ou de vinaigre pur produits par an
<u>Secteur de l'industrie</u>			
Suivant mesurage individuel ou suivant convention			EHm

\*Sont pris en compte le salariat et le patronat au 1<sup>er</sup> janvier de l'année courante.

Un minimum forfaitaire de 2,50 EHm est appliqué lorsque la charge polluante ne dépasse pas les 2,50 EHm.

**b) secteur industriel :**

**80,00 € par EHm / an**

Les valeurs EHm respectivement à appliquer par groupe ou activité sont déterminées d'après le tableau figurant au point a) ci-avant.

**c) secteur agricole :**

- 1) Pour les exploitations agricoles disposant d'un raccordement au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine alimentant en même temps la ou les partie(s) d'habitation et un ou plusieurs étalles :

- sans raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement :



21,00 € par EHm / an, en appliquant un forfait de 2,5 EHm par unité d'habitation

- avec raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement :  
21,00 € par EHm / an, en appliquant un forfait de 2,5 EHm par unité d'habitation  
68,00 € par EHm / an en appliquant un forfait de 20 EHm pour la laiterie
- 2) Pour les exploitations agricoles disposant, pour la ou les parties d'habitation, d'un raccordement séparé au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine :  
  
21,00 € par EHm / an, en appliquant un forfait de 2,5 EHm par unité d'habitation
- 3) Pour les étables et parcs à bétails raccordés séparément au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine :
  - sans raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement :  
aucune partie fixe de redevance assainissement n'est due
  - avec raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement :  
68,00 € par EHm / an, en appliquant un forfait de 20 EHm
  - avec raccordement de locaux utilitaires quelconques (p.ex. cabinet d'aisance) au réseau public d'assainissement :  
68,00 € par EHm / an, en appliquant un forfait de 0,1 EHm
- d) **secteur Horeca**  
**21,00 € par EHm (équivalent habitant moyen) / an**

**Article 2 – partie variable :**

- a) **secteur des ménages**  
**2,50 € / m<sup>3</sup>** d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine.
- b) **secteur industriel :**  
**1,06 € / m<sup>3</sup>** d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine.
- c) **secteur agricole :**
  - 1) Pour les exploitations agricoles disposant d'un raccordement au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine alimentant en même temps la ou les partie(s) d'habitation et un ou plusieurs étables :
    - sans raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement :  
2,50 € / m<sup>3</sup> d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine, en appliquant un forfait de 50 m<sup>3</sup> par an et par personne faisant partie du ménage au 1<sup>er</sup> janvier de l'année à laquelle la redevance se rapporte. Au cas cependant, où la consommation annuelle effective serait inférieure à la quantité résultant de l'application du forfait précité, seule la consommation effective sera prise en considération.

- avec raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement :  
2,50 € / m<sup>3</sup> d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine, en appliquant un forfait de 50 m<sup>3</sup> par an et par personne faisant partie du ménage au 1<sup>er</sup> janvier de l'année à laquelle la redevance se rapporte. Au cas cependant, où la consommation annuelle effective serait inférieure à la quantité résultant de l'application du forfait précité, seule la consommation effective sera prise en considération.  
1,30 € / m<sup>3</sup> d'eau provenant de la distribution publique destinée à la consommation humaine pour les laiteries.  
La consommation en eau pour compte du local de stockage de lait est forfaitairement fixée à 50 m<sup>3</sup> par an.
- 2) Pour la partie d'habitation des exploitations agricoles disposant d'un raccordement séparé au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine :  
2,50 € / m<sup>3</sup> d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine
- 3) Pour les étables et parcs à bétails raccordés séparément au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine :
  - sans raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement :  
aucune partie variable de redevance assainissement n'est due
  - avec raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement :  
1,30 € / m<sup>3</sup> d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine en appliquant un forfait de 50 m<sup>3</sup> par an.
  - avec raccordement de locaux utilitaires quelconques (p.ex. cabinet d'aisance) au réseau public d'assainissement :  
1,30 € / m<sup>3</sup> d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine en appliquant un forfait de 3 m<sup>3</sup> par an.
- d) **secteur Horeca :**  
1,06 € / m<sup>3</sup> d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine.

### **Article 3 – définition de l'appartenance au secteur agricole :**

- e) Au sens du présent règlement la notion de secteur agricole couvre l'ensemble des activités des agriculteurs, viticulteurs, éleveurs, arboriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers, maraîchers, pisciculteurs, sylviculteurs et apiculteurs.
- f) Par exploitation agricole on entend une unité technico-économique à caractère agricole gérée distinctement de toute autre et comprenant en propriété ou en location tous les moyens de production nécessaires permettant d'en assurer une gestion indépendante, dont notamment le sol, les bâtiments, les machines et les équipements.
- g) Sont considérés comme exploitants agricoles et appartiennent au secteur agricole au sens du présent règlement, les personnes :
  - dont la part du revenu provenant de l'exploitation agricole est égale ou supérieure à



- 50 % du revenu de travail global de la personne et
- dont la part du temps de travail consacré aux activités extérieures à l'exploitation agricole est inférieure à la moitié du temps de travail total de la personne, et qui ne sont pas bénéficiaires d'une pension de vieillesse et
  - qui sont affiliés à la Caisse Nationale de Santé dans le régime agricole.
- h) Si l'exploitant est une personne morale, il est à considérer comme exploitant au sens du présent règlement, si 70 % du capital social est détenu par des exploitants agricoles tel que définis au point c) ci-avant et si la ou les personnes appelées à diriger la société sont désignées parmi ces derniers.

#### Article 4

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

#### Article 5

Toute disposition antérieure contraire à la présente est abrogée,

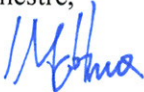
et **prie** les autorités supérieures compétentes de bien vouloir approuver la présente délibération.

Ainsi délibéré en séance, date et lieu qu'en tête.

Suivent les signatures.

Pour expédition conforme, Manternach, le 24 janvier 2019.

Le bourgmestre,



Le secrétaire communal f.f.,



### CERTIFICAT DE PUBLICATION

Conformément à l'article 82 de la loi communal du 13 décembre 1988, la présente délibération, point 9 de l'ordre du jour du conseil communal de Manternach du 7 Novembre 2018 est publiée et affichée dans toutes les sections de la commune de Manternach à partir du 25 janvier 2019 ainsi que dans le « Gemengebuet », sur le site internet ou autres publications paraissant au moins quatre reprises dans toute la commune.

Manternach, le 24 janvier 2019

Pour l'Administration Communale

Le bourgmestre



le secrétaire communal f.f.

